
Les peuples indigènes: les gardiens des forêts

Le dictateur militaire brésilien Emilio Garrastazu Medici peut sans doute être considéré comme l'un des exemples les plus caractéristiques de l'approche raciste et destructive des forêts, celle qui a prédominé dans la plupart des pays tropicaux pendant la deuxième moitié du XXe siècle. On trouve facilement d'autres exemples similaires à celui-ci en Afrique, en Asie, en Océanie et en Amérique latine. Lors de l'inauguration de l'autoroute transamazonienne en 1970 (le début de la fin de nombreux groupes indigènes ainsi que de grandes étendues forestières amazoniennes), le dictateur déclarait que celle-ci ouvrait la voie à une "terre sans hommes pour des hommes sans terre". Pour lui, les peuples indigènes n'existaient même pas, et les forêts représentaient uniquement des terres à déboiser afin de les destiner à des "activités productives". Apparemment, les femmes, indigènes ou pas, n'existaient absolument pas.

Cette idéologie a beaucoup changé depuis, même si un gros travail reste à faire pour améliorer les choses dans les faits. Aujourd'hui, aucune personne en possession de ses facultés mentales -exception faite, peut-être, d'un président d'une nation très puissante- pourrait s'exprimer ainsi sans payer un coût politique élevé. Même si de nombreuses politiques existent encore qui cherchent à déposséder les peuples indigènes de leurs droits afin d'exploiter leurs forêts, elles doivent être déguisées sous un discours "vert" et "humanitaire", précisément parce que les circonstances ont changé.

Ces changements sont l'aboutissement de longues batailles de revendication menées au niveau local, national et international. Certaines de ces revendications reposaient, au départ, sur des consignes environnementales, et leur objectif était de protéger les forêts de leur destruction. D'autres surgirent en défense des droits des peuples indigènes sur leurs territoires. Et progressivement, les personnes ainsi que les organisations qui poursuivaient des objectifs environnementaux ou sociaux, commencèrent à prendre conscience que leur bataille était la même: les forêts abritaient des peuples et ces peuples étaient les gardiens des forêts. Cette nouvelle perspective renforça notablement leur capacité d'action, en rassemblant des volontés de plus en plus nombreuses poursuivant le même objectif.

Les batailles ont été livrées à différents niveaux, depuis l'opposition locale face à des projets spécifiques de "développement" (bûcheronnage, exploitations minières, et de pétrole, barrages, plantations ou fermes crevetticoles) jusqu'aux campagnes de pression nationales et internationales. Pendant ce temps, les peuples indigènes créèrent leurs propres organisations et réseaux afin de pouvoir participer directement aux différentes instances leur concernant et de se faire entendre en exprimant leurs points de vue au cours des débats, notamment lors des forums internationaux des alliances officielles et officieuses du mouvement des peuples indigènes et des ONG, qui désiraient travailler conjointement afin d'atteindre un objectif commun: investir de pouvoir et de moyens d'action les peuples des forêts, celui-ci étant le moyen le plus juste et pratique d'assurer la conservation des forêts.

Les résultats obtenus par ces entreprises ont été étonnants. En relativement peu d'années, les peuples indigènes ont réaffirmé de plus en plus leur présence et leur influence, et un grand nombre

de leurs problèmes ont été incorporés à la législation internationale et aux systèmes légaux nationaux. Ils sont devenus un acteur à prendre sérieusement en compte. Quoique quelques-uns, voire plusieurs, de leurs droits ne soient pas encore reconnus dans différents pays, soit au niveau législatif ou dans la pratique, ni les gouvernements ni les corporations ne peuvent aujourd'hui les ignorer.

L'Amazonie du dictateur brésilien est devenue aujourd'hui une "forêt avec des peuples" qui luttent pour la reconnaissance de leurs droits, tandis que les "hommes sans terre" ont créé le mouvement paysan, puissant, des "Sans Terre" qui luttent pour conquérir des terres en dehors des zones forestières, actuellement propriété d'une élite locale. Des progrès similaires ont eu déjà eu lieu ou sont en cours, dans d'autres pays du monde. Tous les articles publiés dans ce bulletin reflètent la plupart de ces processus et de ces batailles livrées en ce moment.

Cependant, malgré ces progrès substantiels, beaucoup reste à faire pour réaliser dans la pratique les réussites au niveau de la théorie. Comme l'ont déjà expérimenté les peuples indigènes, la reconnaissance légale de leurs droits est une condition nécessaire mais très souvent pas suffisante pour assurer le plein respect de ces droits, en particulier dans le cadre de la globalisation imposée aujourd'hui aux peuples du monde par le pouvoir des transnationales. Dans ce contexte et en vue de limiter le contrôle exercé par les corporations sur les peuples et les ressources, la meilleure solution est d'investir d'autonomie et de moyens d'action les peuples indigènes et les communautés locales. Au sein de la forêt, ceci veut dire que la responsabilité de la gestion de la forêt doit revenir à ses propriétaires et gardiens traditionnels: les peuples indigènes. Même si ce processus n'en est qu'à ses débuts, il est déjà en marche, ce qui nous permet d'espérer un meilleur avenir aussi bien pour les forêts que pour les peuples qui y habitent.